

COMMUNE DE LAFRANCAISE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille vingt-six, le 15 octobre à 18 heures 30

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie de Lafrançaise en séance publique, après convocation faite le 9 octobre 2026, sous la présidence de M. Thierry DELBREIL.

Conseillers en exercice : 23 Présents : 18 Votants : 22 Résultat du vote : unanimité

Etaient présents : Mesdames et Messieurs : Thierry DELBREIL, Jean-Pierre ANGLAS, Anne BENAICHE, Ronan COCHET—DESCHER, Anaëlle COMBALBERT, Joël COMBALBERT, Éric CONTE, Brigitte DELCASSE, Yannick DUBOUT, Françoise LABOUR, Camille LE BERGER, Alain MALMON, Sonia PARRIEL, Marie-Laurence PRAISSAC, Franck SEGONNE, Pauline SEILHAN, Jean-Pierre VALETTE, Colette VERDOUX.

Procurations : M. Fabien le MAIRE a donné procuration à Mme Brigitte DELCASSE
Mme Véronique PATERNE a donné procuration à Mme Colette VERDOUX
M. Gérard ROCHE a donné procuration à M. Thierry DELBREIL
Mme Flavie TAVERA a donné procuration à M. Jean-Pierre ANGLAS

Excusés : - Absents : Pierrick THOMAS

Mme Marie-Laurence PRAISSAC a été élue secrétaire de séance

Délibération n° 3 : DSP Gîtes Camping – article 17 - SARL THEOLOR

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Maire informe l'Assemblée de l'évolution de la procédure en cours auprès du Tribunal administratif du Toulouse mise en œuvre par la SARL THEOLOR – au motif qu'elle aurait subi un préjudice du fait de la « *perte de la mise à disposition de la piscine municipale* », qu'elle évalue à la somme de 259 509,43 € - ; et de l'application de la Convention d'exploitation et de gestion du camping municipal et du village de gîtes Contrat d'Affermage (Délégation de Services Publics) conclue le 6 juin 2011, notamment l'article 17 selon lequel « *les biens non amortis sont remis par le délégataire à la Collectivité, en contrepartie du versement par cette dernière au délégataire d'une indemnité calculée à l'amiable ou à dire d'expert* ».

Monsieur le Maire a sollicité la SARL THEOLOR afin d'avoir connaissance des biens non amortis à la date du 31 octobre 2025 : date d'effet de la fin anticipée du Contrat d'affermage à l'initiative de la SARL THEOLOR, et du montant non-amorti. Sur attestation du comptable Hexagone de la SARL THEOLOR, les biens non amortis sont la piscine du camping (85 922€) et les barrières de la piscine (2 283,56€).

La Commune de Lafrançaise a sollicité un expert auprès de la Cour d'appel de Toulouse en la personne Jean ROUFFIAC, SAS STAGNUM, pour expertiser le bien non amorti : la piscine couverte. L'expertise est en cours.

Maître MASCARAS avocat de la SARL THEOLOR a informé notre conseil Maître ORTHOLAN du cabinet AD Victorias Avocats de la « *situation financière de la SARL THEOLOR qui ne permettait pas de subir les délais inhérents à la mesure d'expertise* » et a sollicité le versement d'une provision ; à défaut de quoi il saisirait le Tribunal administratif de Toulouse d'une requête en référé-provision.

Le critère pour obtenir le prononcé par le Tribunal administratif de la condamnation d'une partie (dite partie débitrice) au versement à une autre partie (dite partie créditrice) d'une provision, est celui de la créance non sérieusement contestable.

Dans le cas présent, l'article 17 de la Convention d'exploitation et de gestion du camping municipal et du village de gîtes Contrat d'Affermage prévoit que « *les biens non amortis sont remis par le délégataire à la Collectivité, en contrepartie du versement par cette dernière au délégataire d'une indemnité calculée à l'amiable ou à dire d'expert* ». L'article précité prévoit expressément s'agissant des biens non amortis remis par le délégataire à la

indemnité au titre des biens non amortis remis par le délégataire à la Collectivité a été contractuellement accepté dans la Convention, par la Commune de Lafrançaise et par la SARL THEOLOR.

Monsieur le Maire soumet à l'Assemblée la proposition de verser à la SARL THEOLOR une provision de 30 000 € à valoir sur l'indemnité au titre des biens non amortis prévue à l'article 17 de la Convention précité.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

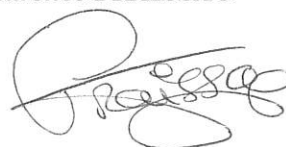
- APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire de verser à la SARL THEOLOR une provision de 30 000 € à valoir sur l'indemnité au titre des biens non amortis prévue à l'article 17 de la Convention d'exploitation et de gestion du camping municipal et du village de gîtes Contrat d'Affermage selon lequel : « *les biens non amortis sont remis par le délégataire à la Collectivité, en contrepartie du versement par cette dernière au délégataire d'une indemnité calculée à l'amiable ou à dire d'expert* » ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous actes afférents à l'exécution de cette décision de versement d'une provision de 30 000 € à la SARL THEOLOR.

Ainsi fait et délibéré le 15 octobre 2026
Et ont signé au registre les membres présents
Pour extrait certifié conforme


Le Maire,
Thierry DELBREIL

Le Secrétaire de Séance

Marie-Laurence PRAISSAC



Délais et voies de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par voie de courrier ou via l'application informatique télé recours (accessible par le lien <http://www.telerecours.fr>)

Commune de Lafrançaise 1 place de la république 82130 Lafrançaise - 05 63 26 48 48

